

# DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

Numéro 23

Juin 2005

## Editorial

A la veille du Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement qui sera organisé par les Nations Unies à New York en septembre 2005, la publication récente de plusieurs rapports internationaux (rapports Sachs, Landau, Commission pour l'Afrique) a relancé les débats sur l'aide au développement. Ce numéro présente une critique de la doctrine dominante sur la sélectivité de l'aide, qui n'est en fait appliquée strictement par aucun donateur et dont l'application rigoureuse conduirait à abandonner à leur sort des populations entières. Les auteurs proposent une approche alternative en termes d'équité, prenant en compte les handicaps structurels de croissance (bien mis en évidence par le rapport Sachs) plutôt que la qualité de la « gouvernance ». Cette approche vise à transposer sur le plan international les principes d'égalité des chances que promeut le Rapport sur le développement 2006 de la Banque mondiale.

Les chercheurs de DIAL ont été particulièrement actifs au cours du premier semestre avec un total de 50 communications scientifiques. Parmi les événements marquants dans ce domaine, figurent les journées de l'Association Française de Sciences Economiques sur l'économie du développement et de la transition organisées les 19-20 mai à Clermont-Ferrand (CERDI), où 12 communications ont été présentées par l'équipe. Lors de la table ronde sur l'apport des nouveaux enseignements de la théorie économique à la définition des politiques de coopération, P. Jacquet, Directeur de la Stratégie et Chef économiste de l'AFD a évoqué trois sujets : la réhabilitation du rôle des institutions ; la prise en compte des multiples dimensions de la pauvreté ; le développement des méthodes quantitatives, appliquées en particulier à l'évaluation des projets. Ces trois axes constituent des priorités du programme de recherche de DIAL.

Deux conférences publiques ont été organisées à Madagascar par l'INSTAT et l'IRD, dans le cadre d'un partenariat de long terme entre DIAL et l'INSTAT amorcé il y a 10 ans dans le cadre du projet MADIO. La première a porté sur la présentation des résultats sur la gouvernance, la démocratie et la lutte contre la corruption tirés d'une série d'enquêtes menées conjointement à Antananarivo en 2003 et 2004. La seconde, à laquelle s'est associée l'INSERM, s'est centrée sur l'analyse des résultats de l'enquête Santé, Inégalités et Ruptures Sociales (SIRS) elle-aussi réalisée dans la capitale malgache avec l'appui de DIAL. L'ensemble des textes des interventions et des articles de presse sont disponibles sur notre site internet.



DIALOGUE  
est une publication  
semestrielle de DIAL  
éditée à 1.500 exemplaires  
en français et en anglais.

Formule d'abonnement  
gratuit disponible sur notre site  
[www.dial.prd.fr](http://www.dial.prd.fr)

Directeur de publication :  
Jean-Pierre Cling

Conception graphique :  
[www.iAntal.com](http://www.iAntal.com)

Impression :  
ATELIERS J. HIVER  
N°ISSN : 1254-7182

GIE DIAL fondé par  
l'Agence Française de  
Développement et l'Institut  
de Recherche pour le  
Développement.

UR DIAL de l'Institut de  
Recherche pour le  
Développement.

## UNE CRITIQUE DU PRINCIPE DE « SELECTIVITE » POUR L'ALLOCATION DE L'AIDE

Dans le contexte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), l'échec des politiques d'ajustement structurel et des principes de conditionnalité dans de nombreux pays pauvres et la persistance de fortes contraintes budgétaires du côté des donateurs ont conduit à proposer un nouveau « principe de sélectivité » afin d'orienter l'allocation de l'aide entre les pays et d'accroître l'efficacité de l'aide sur le développement pour une enveloppe financière donnée.

Ce principe de sélectivité consiste principalement à donner plus d'aide aux pays qui font des réformes politiques et institutionnelles afin d'améliorer leur « gouvernance ». L'idée de base est que les efforts de gouvernance accroissent fortement la productivité de l'aide, cette même productivité étant insignifiante ou même négative dans des pays mal gouvernés (World Bank, 1998 ; Burnside et Dollar, 2000 & 2004). En partant de cela, le principe de sélectivité combine un critère d'éligibilité basé sur le besoin avec un critère d'efficacité basé sur la « gouvernance ». En cohérence avec l'impératif OMD de réduction de la pauvreté, le besoin d'aide est mesuré par un indicateur de pauvreté, tandis que la « gouvernance » est mesurée par un score synthétique qui évalue la qualité de l'environnement macro-économique, des politiques ou du fonctionnement des institutions (Collier et Dollar, 2001 & 2002).

Comme le terme en lui-même l'indique, la sélectivité signifie une sélection des pays bénéficiaires parmi ceux qui ont la fois des « besoins importants » et une « bonne gouvernance », ou qui sont bien notés pour une moyenne pondérée des deux, afin de maximiser l'efficacité du dollar marginal à réduire, par exemple, la pauvreté mondiale. Parmi les donateurs, la Banque mondiale et l'US Millenium Challenge Account mettent déjà en pratique ce principe de manière explicite, et plusieurs donateurs réfléchissent à la façon de donner plus de poids à la « bonne gouvernance » dans les procédures d'allocation. La formule utilisée par l'AID (bras armé de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres), qui calcule l'aide allouée par tête en fonction d'une combinaison du PIB par habitant et du *Country Policy and*

*Institutional Assessment* (CPIA) est la plus transparente, même si elle n'est (heureusement ?) pas appliquée strictement (voir aussi Kanbur, 2004).

Le principe de sélectivité soulève toutefois deux problèmes majeurs : premièrement, on peut douter qu'il rendra l'aide plus efficace, et deuxièmement, on peut douter qu'il rendra l'aide plus équitable.

### La sélectivité est-elle efficace ?

Il est loin d'être certain que la sélectivité va accroître à la fois l'efficacité de l'aide à réduire la pauvreté et les incitations pour les gouvernements à améliorer leurs institutions et leurs politiques.

**1. L'observation de la « gouvernance » est incomplète.** On peut espérer que la sélectivité apporte plus d'impartialité dans l'allocation de l'aide, en s'appuyant sur une observation objective plutôt que sur des évaluations idéologiquement biaisées. Malheureusement, les mesures habituelles de la « gouvernance » sont très incomplètes, que l'on considère l'approche des « bonnes politiques » de Burnside et Dollar, le CPIA, ou même les mesures multidimensionnelles de la qualité des institutions. Par exemple, les mesures disponibles de la gouvernance ne parviennent pas à expliquer une part significative des écarts d'inégalité entre pays. Le niveau de développement précolonial et l'ancienneté des institutions étatiques font mieux à cet égard (Cogneau et Guénard, 2003). On peut penser qu'une sélectivité fondée sur une définition aussi incomplète de la gouvernance a tendance à sous-estimer le rôle joué par la réduction des inégalités dans la réduction de la pauvreté, et à négliger dès lors les efforts de redistribution mis en œuvre par les gouvernements.

**2. Les preuves empiriques sont faibles.** Les travaux économétriques qui s'essaient à tester si l'aide est plus efficace à réduire la pauvreté dans des pays où la « gouvernance » est élevée sont tous affectés par des problèmes de robustesse et d'endogénéité difficiles à surmonter avec les données disponibles. Un certain nombre de travaux économétriques contredisent le résultat de base de la sélectivité

selon lequel l'efficacité de l'aide dépend de manière cruciale de la qualité des politiques ou des institutions. Il en résulte qu'il est bien difficile de trouver des preuves convaincantes que la gouvernance telle qu'elle est mesurée augmente l'efficacité de l'aide, alors qu'il s'agit de l'axiome fondamental sur lequel est fondé la sélectivité. Bien sûr il serait osé de prétendre qu'une aide donnée à un gouvernement tyrannique et corrompu sera correctement utilisée pour réduire la pauvreté. Mais il reste à montrer que la « sélectivité » apporte quelque chose d'autre que la gestion de ces cas extrêmes, ce que le « bon sens » ferait aussi bien. Kanbur (op. cit., 2004) cite même le cas du Bangladesh qui est classé parmi les pays les plus corrompus par Transparency International et qui a néanmoins obtenu l'une des améliorations les plus impressionnantes de ses indicateurs sociaux pendant la dernière décennie. Enfin, même si l'on admet que la « bonne gouvernance » contribue réellement à la réduction de la pauvreté et accroît l'efficacité de l'aide, les incitations procurées par un système d'aide plus « sélectif » réclament une analyse attentive. En particulier, il n'y a pas d'argument théorique immédiat, et encore moins de connaissances empiriques, qui montreraient que l'aide encourage l'effort de politique (qu'il soit favorable ou non aux pauvres). L'aide peut faciliter les réformes qui ont des coûts sociopolitiques de court terme, mais elle peut aussi servir à éviter ou à retarder les réformes. On trouve d'ailleurs dans la littérature les deux arguments (on comparera : Knack, 2000 ; Llavorador et Roemer, 2001). Plus généralement, il n'a pas encore été prouvé qu'une stratégie de la carotte et du bâton (à travers un système d'aide plus sélectif) fonctionnera mieux que la « conditionnalité » pour encourager les pays à entreprendre plus de réformes.

### **La sélectivité est elle juste ?**

Le principe de sélectivité peut aussi sembler injuste du point de vue distributif, en particulier en ce qui concerne l'égalité des chances. La vision consensuelle des inégalités mondiales est pourtant cohérente avec cette approche de la justice : personne ne viendrait soutenir l'idée que le lieu de naissance peut constituer une base défendable moralement pour des inégalités légitimes.

### **1. Sélectionner sur la gouvernance n'est pas sélectionner sur les efforts de réforme.**

Toutes les mesures de la gouvernance incluent de nombreux éléments qui n'ont rien à voir avec les « efforts » effectivement déployés par les gouvernements mais reflètent plutôt des circonstances particulières liées soit à une bonne fortune temporaire soit à des facteurs structurels. L'argument est évident pour l'indicateur de Burnside et Dollar qui est fondé sur la *performance* macro-économique. Acemoğlu et ses co-auteurs ont déjà argumenté que la performance macro-économique ne joue aucun rôle dans la croissance une fois qu'un certain nombre de caractéristiques institutionnelles sont contrôlées (Acemoğlu, *et al.*, 2003 ; voir aussi Rodrik, Subramanian et Trebbi, 2004). Par ailleurs, le CPIA est corrélé à des facteurs structurels comme la latitude tropicale et des circonstances comme l'expérience de croissance antérieure. La même chose est vraie pour d'autres classements des politiques ou des institutions qui renvoient partiellement à des facteurs géographiques et historiques profonds, quel que soit le courant théorique auquel on se réfère, la thèse des « systèmes légaux » (La Porta *et al.*, 1999), celle des types de colonisation (Acemoğlu, Johnson et Robinson, 2001 & 2002 ; Banerjee et Iyer, 2002), ou encore la thèse « géographique » (Gallup et Sachs avec Mellinger, 1998). En dehors de l'imperfection de la procédure de notation en elle-même, ceci explique pourquoi ces indicateurs sont fortement inertes à court terme. Les chercheurs de la Banque mondiale qui travaillent sur la mesure de la « gouvernance » reconnaissent ce dernier aspect en mettant l'accent sur la différence entre une mesure statique et une mesure dynamique des efforts de réforme (Kaufman, Kraay et Mastruzzi, 2003). Jusqu'à présent, cependant, l'approche de la sélectivité se fonde sur les niveaux de gouvernance et non sur les innovations ou les améliorations de cette gouvernance.

### **2. La sélectivité laisse subsister de fortes inégalités de risques de pauvreté,** entre les habitants de pays dont les handicaps structurels sont très différents. Elle peut même renforcer l'inégalité entre les habitants du monde en développement, en donnant plus d'aide à des pays où à la fois la productivité de l'aide et les perspectives de réduction de la pauvreté sont

plus élevées. Par exemple, dans l'allocation illustrative de Collier et Dollar, les îles Salomon et la République Centrafricaine reçoivent la même proportion d'aide rapportée à leur PIB (4,8%). Mais selon l'équation de croissance qu'ils estiment et utilisent, le différentiel de croissance annuelle du PIB par habitant est proche de 5 points (en faveur des îles Salomon), même lorsque la gouvernance (CPIA) des deux pays est égale de part et d'autre. Ainsi un pauvre centrafricain a bien moins de chances d'échapper à la pauvreté d'ici 2015 qu'un pauvre des îles Salomon. Les Centrafricains doivent-ils être tenus comptables des facteurs géographiques ou historiques qui pèsent sur les perspectives de leur pays de naissance, et qui sont à l'évidence hors de la portée de leur « responsabilité collective » ? Par surcroît, une application puriste du principe de sélectivité conduirait à donner toute l'aide aux grands pays à forte croissance où la pauvreté est encore très répandue comme l'Inde et la Chine à l'heure actuelle. Collier et Dollar sont ainsi contraints d'introduire une limitation ad hoc (basée sur la population) dans leur allocation optimale, qui évite d'allouer toute l'aide à l'Inde. Ce dernier problème illustre parfaitement combien l'application du principe de sélectivité peut être malaisée, du point de vue de l'équité.

**3. Il subsiste un dilemme entre efficacité et équité de l'allocation de l'aide,** même lorsque l'on prend en compte la réduction de la pauvreté. Dans un article récent (Cogneau et

Naudet, 2004), nous construisons et mettons en oeuvre une procédure normative d'allocation de l'aide internationale fondée sur l'égalité des chances vis-à-vis du risque de pauvreté, comme alternative à la procédure de Collier et Dollar (2001, op. cit.) fondée sur la sélectivité. Dans les deux cas, les allocations proposées diffèrent de l'allocation de l'aide actuellement pratiquée par le fait qu'elles donnent plus aux pays où la pauvreté est plus répandue. Au-delà de ce point commun, notre principe d'égalité des chances prend en compte les handicaps structurels de croissance plutôt que la qualité de la « gouvernance ». Ce genre d'allocation répartit les risques de pauvreté de manière plus équitable entre la population mondiale, tout en réduisant la pauvreté globale presque aussi efficacement que Collier et Dollar (voir tableau ci-dessous). Par ailleurs, il n'est pas confronté au problème soulevé ci-dessus concernant les grands pays pauvres à forte croissance.

En conclusion, la sélectivité sur la base de la « gouvernance » ne nous semble pas pouvoir constituer l'alpha et l'oméga de la réponse à la question d'une allocation efficace et juste de l'aide au développement entre les pays. D'autres dimensions doivent au moins être prises en compte, comme notamment les handicaps structurels variables auxquels sont confrontés les pays destinataires de l'aide. Ces dimensions sont d'ailleurs toujours présentes, même à l'état d'implicites, dans les débats autour de l'aide au développement.

**Denis Cogneau, IRD-Paris, DIAL  
Jean-David Naudet, AFD**

**Tableau 1 : Projection de la pauvreté et des inégalités de risques de pauvreté entre 1996 et 2015**

	1996	Projections 2015		
		ECh	C&D	Aide nulle
<b>Niveau de pauvreté* (%) :</b>				
Ensemble des pays récipiendaires en 1996	61,5	21,3	20,6	27,4
Afrique Sub-Saharienne	71,6	41,8	46,8	76,9
Afrique du Nord et Moyen-Orient	34,7	15,7	15,7	15,7
Asie du Sud	84,9	22,5	16,1	22,5
Asie de l'Est et Pacifique	57,1	11,8	11,4	11,8
Amérique Latine	42,6	26,5	30,7	33,9
Europe de l'Est et Asie Centrale	27,7	17,4	19,7	20,9
<b>Indice de Gini des risques de pauvreté :</b>				
Entre pays	0,25	0,29	0,38	0,35
Entre habitants*	0,20	0,28	0,35	0,34

Source : Calculs Cogneau et Naudet, 2004, à partir des données de Collier et Dollar (2001).

Lecture : A partir des niveaux de pauvreté initiaux de 1996, avec les perspectives de croissance indiquées par les indicatrices continentales de Collier et Dollar et avec une élasticité de la pauvreté à la croissance de 2, le taux de pauvreté à 2\$ par jour et par habitant atteindrait 41,8 % en Afrique Sub-Saharienne si l'aide était allouée selon ECh (égalité des chances), 46,8% selon C&D (Collier & Dollar) et 76,9% en l'absence d'aide. L'indice de Gini d'inégalité entre les risques de pauvreté auxquels seraient exposés les habitants des différents pays récipiendaires de l'aide en 2015 atteindrait respectivement 0,28, 0,35 et 0,34 avec ces trois allocations.

\*: Pondéré par la population; pour 2015: *World Development Indicators 2004* projections, World Bank.

## Références bibliographiques

**Acemoğlu D., S. Johnson et J.A. Robinson, (2001)**, « The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation », *American Economic Review*, 91(5), 1369-1401.

**Acemoğlu D., S. Johnson et J.A. Robinson (2002)**, « Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution », *Quarterly Journal of Economics*, 117(4), 1231-1294.

**Acemoğlu D., S. Johnson, J.A. Robinson et Y. Tchaicharoen (2003)**, « Institutional causes, macroeconomic symptoms: volatility, crises and growth », *Journal of Monetary Economics*, 50(1), 49-123.

**Banerjee A. et L. Iyer (2002)**, « History, Institutions and Economic Performance: The Legacy of Colonial Land Tenure Systems in India », MIT, Working Paper 02-27.

**Burnside C. et D. Dollar (2000)**, « Aid, Policies and Growth », *American Economic Review*, 90(4), 847-68.

**Burnside C. et D. Dollar (2004)**, « Aid, Policies, and Growth: Revisiting the Evidence », Policy Research Paper N°3251, World Bank.

**Clemens M. S. Radelet et R. Bhavani (2004)**, « Counting Chicken When They Hatch: the Short-Term Effect of Aid on Growth », CGD Working Paper.

**Cogneau D. et Ch. Guénard (2003)**, « Colonisation, Institutions and Inequality – A Note on Some Suggestive Evidence », DT DIAL 2003/05.

**Cogneau D. et J.-D. Naudet (2004)**, « Who Deserves Aid? Equality of opportunity, international aid and poverty reduction », DT DIAL 2004/10, également en français : AFD Notes et Documents N°7.

**Collier P. et D. Dollar (2001)**, « Can the World Cut Poverty in Half? How Policy Reform and Effective Aid Can Meet International Development Goals », *World Development*, 29, 1787-1802.

**Collier P. et D. Dollar (2002)**, « Aid Allocation and Poverty Reduction », *European Economic Review*, 45, 1470-1500.

**Gallup, J., J. Sachs with A. Mellinger (1998)**, « Geography et Economic Development » Presented at the Annual Bank Conference on Development Economics, World Bank. April.

**Guillaumont P. et L. Chauvet (2001)**, « Aid and Performance: A Reassessment », *Journal of Development Studies*, 37, 66-92.

**Hansen H. et F. Tarp (2001)**, « Aid and Growth regressions », *Journal of Development Economics*, 64, 547-570.

**Kaufman D., A. Kraay et M. Mastruzzi (2003)**, « Governance Matters III: Governance Indicators for 1996-2002 », mimeo, World Bank.

**Knack S. (2000)**, « Aid Dependence and the Quality of Governance: A Cross-Country Empirical Analysis », mimeo, World Bank.

**La Porta R., F. Lopez-de-Silanes, A. Shleifer et R. Vishny (1999)**, « The Quality of Government », *Journal of Law, Economics and Organization*, 15(1), 222-279

**Llavador H. G. et Roemer J. E (2001)**, « An Equal-opportunity Approach to the Allocation of International Aid », *Journal of Development Economics*, 64, 147-171.

**Rodrik D., A. Subramanian et F. Trebbi (2004)**, « Institutions Rule: The Primacy of Institutions Over Geography and Integration in Economic Development », *Journal of Economic Growth*, 9(2), 131-165.

**Roodman D. (2003)**, « The Anarchy of Numbers: Aid, Development, and Cross-country Empirics », WP N°32, Center for Global Development.

**World Bank (1998)**, *Assessing Aid: What Works, What Doesn't and Why*. World Bank Policy Research Report, Oxford University Press, Oxford.

## COMMUNICATIONS 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2005

**Journées de l'Association Française de Sciences Economiques** « Économie du développement et de la transition » (Clermont-Ferrand, 19-20 mai). Communications de :

- Lisa Chauvet et Patrick Guillaumont « *Instabilité et efficacité de l'aide* ».
- Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud « *Export Processing Zones in Madagascar: A Success Story Under Threat?* ».
- Denis Cogneau et Jeremie Gignoux « *Inégalités de rémunérations et mobilité scolaire au Brésil sur deux décennies* ».
- Denis Cogneau et Charlotte Guénard « *Colonization, Institutions and Inequality. A Note on Some Suggestive Evidence* ».
- Denis Cogneau, Charlotte Guénard, Sandrine Mesplé-Somps, Gilles Spielvogel et Constance Torelli « *Institutions et développement aux frontières de la Côte d'Ivoire* ».
- Denis Cogneau et Jean-David Naudet « *Who deserves aid? Equality of opportunity, international aid and poverty reduction* ».
- Flore Gubert et Anne-Sophie Robilliard « *Décisions de scolarisation en milieu rural à Madagascar. Une analyse sur données de panel* ».
- Javier Herrera, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud « *Déterminants du bien-être subjectif au Pérou et à Madagascar : une approche comparative* ».
- Sandrine Mesplé-Somps « *Foreign Transfers, Public Expenditure, Competitiveness and Welfare in a Small Open Economy* ».
- Christophe Nordman et François Roubaud « *Reassessing the Gender Wage Gap: Does Labour Force Attachment Really Matter? Evidence from Matched Labour Force and Biographical Surveys in Madagascar* ».
- Laure Pasquier-Doumer « *La transmission des inégalités au Pérou : un modèle de choix simultané d'éducation supérieure et d'offre de travail* ».
- Laure Pasquier-Doumer et Gerardo David Rosas Shady « *Inégalités des chances sur le marché du travail : effets de l'origine sociale sur la mobilité occupationnelle à Lima* ».

**AERC. Biannual Research Workshop (Session plénière).** Communication de Jean-Paul Azam et Flore Gubert « *Migrant Remittances and Economic Development in Africa: A Review of Evidence* ». (Nairobi, Kenya, 29 mai-2 juin).

**Afrobarometer Network. Planning Workshop for Afrobarometer Round 3.** Communication de Mireille Razafindrakoto et François Roubaud « *Poverty, Democracy and the Role of the State: Attitudes and Perceptions of the Poor in West African Countries and Madagascar* ». (Accra, Ghana, 7-11 février).

**2<sup>nd</sup> Annual Minnesota International Economic Development Conference.** Communications de Philippe De Vreyer, Javier Herrera et Sandrine Mesplé-Somps « *Consumption Growth and Spatial Poverty Traps: an Analysis of the Effect of Social Services and Community Infrastructures on Living Standards in Rural Peru* », de Christophe Nordman et François Roubaud « *Reassessing the Gender Wage Gap: Does Labour Force Attachment Really Matter? Evidence from Matched Labour Force and Biographical Surveys in Madagascar* » et de Philippe De Vreyer et Gilles Spielvogel « *Spatial Externalities between Brazilian Municipios and their Neighbours* » (Minneapolis, USA, 29 et 30 avril).

**Banque mondiale et IPEA. 3rd Urban Research Symposium.** Communication de Philippe De Vreyer et Gilles Spielvogel « *Spatial externalities between Brazilian Municipios and their Neighbours* ». (Brasilia, Brésil, 4-6 avril).

**C3ED.** Séminaire « Enfance et développement : travail des enfants et enfants des rues ». Communication de Flore Gubert et Anne-Sophie Robilliard « *Décisions de scolarisation en milieu rural à Madagascar. Une analyse sur données de panel* ». (Saint-Quentin-en-Yvelines, 31 mars).

**Center for Global Development.** Massachusetts Avenue Development Seminar. Communication de Lisa Chauvet et Paul Collier « *Policy Turnarounds in Failing States* ». (Washington, Etats-Unis, 11 mai).

**Centre de Développement de l'OCDE.** Cohérence des Politiques pour le Développement : Atelier des experts. Communication de Denis Cogneau et Sylvie Lambert, « *Aide et cohérence des politiques des pays du Nord* ». (Paris, 9 mai).

**CERDI.** Séminaire d'économie du développement. Communications de Denis Cogneau et Jean-David Naudet, « *Qui mérite l'aide ? Egalité des chances, aide internationale et réduction de la pauvreté* » et de Marcel Fafchamps et Flore Gubert « *The formation of risk-sharing networks* ». (Clermont-Ferrand, 10 janvier et 13 avril).

**Centre d'Information Technique et Economique (CITE).** Conférence-débat co-organisée par le CITE, l'INSERM, l'INSTAT et l'IRD. Communication de Pierre Chauvin, Isabelle Parizot, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachberger « *L'intégration sociale et la santé au défi de l'urbanisation et de la mondialisation. Premiers résultats de l'enquête SIRS : Santé, Inégalités et Ruptures Sociales à Antananarivo* ». (Antananarivo, Madagascar, 4 mai).

**Commission économique pour l'Afrique de l'ONU (CEA).** Séminaire sur le démantèlement de l'Accord Multifibre et ses répercussions sur les économies des pays de l'Union du Maghreb Arabe. Communication de Jean-Pierre Cling, Mohamed Ali Marouani et Jean-Raphaël Chaponnière « *Les conséquences pour les PED de la suppression des quotas dans le textile-habillement : le cas de la Tunisie* ». (Tunis, Tunisie, 14-15 février).

**Communauté Andine des Nations - OCDE-Paris21, METAGORA.** Communication de Javier Herrera et François Roubaud « *Marco conceptual para el análisis de la Gobernabilidad, Democracia y Participación Ciudadana en la Comunidad Andina* ». (La Paz, Bolivie, 30 mars).

**European Public Choice Society.** Annual Conference. Communication de Lisa Chauvet « *Can Foreign Aid Dampen External Political Shocks* ». (Durham, Angleterre, 31 mars-3 avril).

**European Society for Population Economics.** 19<sup>ème</sup> Conférence annuelle. Communication de Christophe Nordman et François Roubaud « *Reassessing the Gender*

*Wage Gap: Does Labour Force Attachment Really Matter? Evidence from Matched Labour Force and Biographical Surveys in Madagascar* ». (Paris, 16-18 juin).

**Fédération de Recherche Paris-Jourdan.** Séminaire d'économie spatiale et urbaine du GDR ASPE. Communication de Gilles Spielvogel « *Patterns of specialization and the internal geography of regions* ». (Paris, 12 janvier).

**Institut National de la Statistique (INSTAT),** Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Instat-Point-Information. Communication de Mireille Razafindrakoto et François Roubaud « *Gouvernance, Démocratie et Lutte contre la pauvreté : Le point de vue de la population d'Antananarivo. Enquêtes 1-2-3, 2003 et 2004, Premiers résultats* ». (Antananarivo, Madagascar, 6 mai).

**Institute for Security Studies,** Séminaire « France-South Africa: what partnerships for peace and development ». Communication de Jean-Pierre Cling « *Trade and Poverty Reduction Strategies* (Pretoria, Afrique du Sud, 20-21 juin).

**Measuring Democracy, Human Rights and Governance (METAGORA/OCDE).** Meeting of the METAGORA Task Team on Pilot Surveys. Communication de Javier Herrera, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud « *Measuring Governance and Democracy through Household Surveys: lessons from the 1-2-3 Surveys in Africa and Latin America* ». (Oaxaca, Mexique, 20-22 avril).

**Observatoire Français des Conjonctures Economiques.** Séminaire Economie de la Mondialisation. Communication de Lisa Chauvet et Paul Collier « *Development Effectiveness in Fragile States: Spillovers and Turnarounds* ». (Paris, 22 février).

**OCDE.** Conférence internationale « Migrations, transferts de fonds et développement économique des pays d'origine ». Communication de Flore Gubert « *Les envois de fonds des migrants et leur impact sur le développement des économies d'origine. Le cas de l'Afrique* ». (Marrakech, Maroc, 23-25 février).

**OCDE - Paris21, METAGORA Forum.** Communication de Javier Herrera, Mireille

Razafindrakoto et François Roubaud « *Measuring Poverty, Participatory Democracy and Governance issues through Official Household Surveys in Francophone Africa and the Andean Community* ». (Paris, 24-25 Mai).

**Pew Project.** Conférence « Social Dynamics and the Microeconomics of Poverty. Communication de Marcel Fafchamps et Flore Gubert « *The formation of risk-sharing networks* ». (Bellagio, Italie, 30 avril).

**Pôle de Dakar-AFRISTAT.** Séminaire sous-régional de formation « Dynamiques et contraintes des stratégies sectorielles éducatives dans les économies ouest-africaines ». Communication et animation d'ateliers par Mathias Kuepie et Christophe Nordman sur « *L'efficacité externe de l'éducation : Utilisation et résultats des données des enquêtes 1-2-3 en Afrique de l'Ouest* ». (Bamako, Mali, 11-15 avril).

**Sciences Po (IEP Paris).** Séminaire de Recherche du Groupe d'Économie Mondiale (GEM). Communication de Anne-Sophie Robilliard « *Social Impact of a WTO Agreement in Indonesia* ». (Paris, 11 mars).

**Senior Level Forum on Development Effectiveness in Fragile States.** Communication de Lisa Chauvet et Paul Collier « *Development Effectiveness in Fragile States: Spillovers and Turnarounds* ». (Londres, Angleterre, 13-14 janvier).

**SISERA/CRDI, Secrétariat d'appui institutionnel à la recherche économique en Afrique.** Organisation par Mohamed Ali Marouani (et présidence de la table ronde de synthèse) de la conférence « Les Institutions Africaines de Recherche Économique et les Politiques de Développement : Défis et Opportunités ». Communication de Mireille Razafindrakoto et François Roubaud « *La recherche économique au service du débat démocratique en Afrique : l'exemple du projet MADIO à Madagascar* ». Jean-Pierre Cling, discutant de Haron Borhat « *Le rôle des institutions de recherche appliquée : Une étude de cas sud-africaine* ». (Dakar, 28-29 janvier).

**Spring Meeting of Young Economists. 10e édition.** Communication de Philippe De Vreyer et Gilles Spielvogel « *Spatial externalities between Brazilian Municipios and their Neighbours* ». (Genève, Suisse, 22-24 avril).

**United Nations Development Programme (UNDP) - Indian Council on Social Science Research (ICSSR).** Technical Workshop on « Governance Indicators for Pro-Poor and Gender-Sensitive Policy Reform ». Communication de Javier Herrera, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud « *Using Household Surveys as a tool for monitoring Poverty, Governance and Democracy in Africa and the Andean Region* ». (New-Delhi, Inde, 20-22 avril).

**Université de Lausanne.** Colloque « Afrique et Pauvreté », communication de Jean-Pierre Cling, Philippe De Vreyer, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, « *Croissance, Inégalités et Lutte contre la Pauvreté* ». (Lausanne, Suisse, 31 mai).

**Université Libre de Bruxelles.** Conférence organisée par The Global Economic Modeling Network (ECOMOD) et The Middle East Economic Association (MEEA) sur « Middle East and North African Economies: past perspectives and future challenges ». Communication de Christophe Nordman et Christophe Muller « *Wage and Human Capital in Exporting Firms in Morocco* ». (Bruxelles, Belgique, 2-3 juin).

**Université de Nantes.** Séminaire du Laboratoire d'Économie de Nantes (LEN). Communication de Christophe Nordman et François Roubaud « *Reassessing the Gender Wage Gap: Does Labour Force Attachment Really Matter? Evidence from Matched Labour Force and Biographical Surveys in Madagascar* ». (Nantes, 12 mai).

**Université Paris-Dauphine.** Journée d'étude « Les enjeux contemporains de la micro-finance ». Communication de Flore Gubert et François Roubaud « *Micro-finance et secteur informel à Madagascar. Une analyse sur données de panel* ». (Paris, 25 mai).

**WIDER.** Jubilee Conference « Thinking Ahead: the Future of Development Economics ». Communication de Lisa Chauvet « *Can Foreign Aid Dampen External Political Shocks* ». (Helsinki, Finlande, 17-18 juin).

**Yale Center for the Study of Globalization.** Conférence « Badly Governed and Collapsed States ». Communication de Lisa Chauvet et Paul Collier. « *Alternatives to Godot: Turnarounds in Failing States* ». (New Haven, États-Unis, 13-14 mai).